



**Conseil Économique
de Beauce**
Commissariat industriel

Rapport Annuel
2010

RAPPORT ANNUEL 2010

Présenté lors de l'assemblée générale annuelle
des membres du Conseil Économique de Beauce
et de la Société de Développement de Beauce
tenue le mercredi 30 mars 2011 dès 17 h
au centre de congrès Le Georgesville.

La mission du Conseil Économique de Beauce

Collaborer aux succès des entrepreneurs
en facilitant le démarrage, l'expansion industrielle
et la continuité des entreprises de Beauce-Sartigan
par des actions concrètes stimulant
l'entrepreneurship beauceron.

Commanditaire de l'activité



**Ordre des comptables
en management
accrédités du Québec**

Section de Québec

*L'Ordre des CMA vous souhaite
une bonne assemblée générale annuelle!*



CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE
commissariat industriel



11515, 1^{re} Avenue
Bureau 201
Ville de Saint-Georges
Beauce (Québec)
G5Y 2C7

Tél.: 418 228-8123
Télééc.: 418 228-5223
Courriel:
cebeauce@globetrotter.net
www.cebeauce.qc.ca

Partenaires financiers du CEB





Assemblée générale annuelle des membres du Conseil Économique de Beauce (CEB) et de la Société de Développement de Beauce (SDB)

Table des matières

Projet d'ordre du jour	2	Et pour 2011 – Nos mandats	15
Mot du président	3	États financiers du CEB au 31/12/2010	
Organigramme 2010 du CEB	4-5	États financiers de la SDB au 31/12/2010	
Mot du directeur général et commissaire industriel	6	Nos moyens financiers – Budget 2011 (Prévisionnel)	16
Rapport du directeur général et commissaire industriel	7-10	Nos moyens financiers – Budget 2011 (AMENDÉ)	17
Notre présence sur le terrain	11	Administrateurs en élection et/ou sortants	18
Des secteurs d'intervention bien définis	12-14	Les membres en 2010	19
		• Remerciements aux commanditaires et bénévoles	

Projet d'ordre du jour

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Ouverture (17 h) <ul style="list-style-type: none"> 1.1 Mot du président du CEB, M. Jimmy Laflamme 2. Lecture et acceptation de l'ordre du jour 3. Adoption des procès-verbaux
du CEB et SDB 2010 4. Rapport du directeur général et mandats 2011 5. Rapports financiers 2010 du CEB et SDB 6. Ratification des faits et gestes
des administrateurs 7. Présentation du budget 2011 | <ol style="list-style-type: none"> 8. Élections 9. Point d'information <ul style="list-style-type: none"> 9.1 Rapport sommaire sur la réflexion stratégique 10. Période de questions 11. Ajournement de l'assemblée 12. Allocution de l'Ordre des CMA 13. Réouverture de l'assemblée et goûter 14. Annonce du comité exécutif 15. Levée de l'assemblée (18 h 30) |
|---|--|



Jimmy Laflamme

Mot du président

Chers amis, chers membres,

Nous avons souligné cette année le 35^e anniversaire du Conseil Économique de Beauce. Encore une fois, les gens d'affaires nous ont fortement supportés dans toutes les activités que nous avons organisées, que ce soit lors des déjeuners, le souper de prestige, le golf l'Annuel en affaires, etc.

On nous annonçait une reprise économique, force est d'admettre qu'elle est somme toute très timide, les quelques parts de marché qui se pointent sont accaparées par les plus vigilants, mais à des prix pas toujours très intéressants.

Certains chiffres en investissement nous révèlent que les gens d'affaires de notre MRC se préparent à une reprise, qui nous l'espérons, ne sera pas réduite par les crises dans certains pays du monde Arabe influençant le prix du pétrole, de même que les risques de faillites de pays Européens aux prises avec des dettes colossales.

Je ne vous cacherai pas que ce fut une année de questionnement pour le CA. Nos activités, par votre présence, sont un appui financier important, s'ajoutent ensuite nos partenaires d'affaires par leurs contributions. Je vous réfère à notre budget pour des chiffres plus précis de nos revenus ainsi que nos dépenses.

Le défi majeur pour l'instant est le financement du CEB. Il y a eu des pourparlers avec des organismes et personnes, il y a eu des délais, mais d'autres rencontres sont à venir. Pour encadrer tout ça et y voir plus clair, le conseil d'administration a convenu de faire faire une étude de réflexion stratégique, afin de bien cerner ce qui sera le mieux pour nos membres et partenaires ainsi que l'ensemble de notre MRC. Les grandes lignes des résultats de l'étude vous seront dévoilées dans quelques instants.

Ce qu'il faut avoir en tête, c'est que nous avons une équipe de 3.5 personnes efficaces qui a traité 55 dossiers pour 70 M\$ en 2010. Dans les derniers 5 ans, ce sont 225 dossiers pour 228 M\$ en investissements. Le CEB donne un service nécessaire aux membres afin de les informer, les conseiller et les aider à trouver du financement.

Je ne peux passer sous silence le travail de nos permanents, ainsi que tous nos bénévoles qui s'occupent de tout pour que les activités soient de choix et de qualité à faire parfois l'envie des autres. Bien entendu, les membres du conseil d'administration sont aussi des personnes dévouées au service du CEB. L'assemblée générale annuelle se veut un moment d'arrêt, d'analyse et de questionnement sur ce qui se passe dans les entreprises de notre MRC Beauce-Sartigan.

À vous chers membres et partenaires, je vous dis merci de nous supporter et de prendre à cœur un organisme qui se veut rassembleur de bâtisseurs.

Jimmy Laflamme

Président du CEB
Roméo Laflamme & Fils



Organigramme du Conseil Économique de Beauce Conseil d'administration 2010

Le comité exécutif



Jimmy Laflamme

Président
Roméo Laflamme et Fils



Daniel Maheux

1^{er} vice-président
Appareils d'exercices
Bodyguard



Denis Veilleux

2^e vice-président
ID Stratégik



Denis Breton

Trésorier
IC Zones



David Quirion

Secrétaire
Génisys

Les autres membres administrateurs



Nataly Blondin

Commission scolaire
de la Beauce-Etchemin



Guyda Deblois

Banque
Laurentienne



Francis Champagne

Du Pont Impression



Bernard Poulin

Raymond Chabot
Grant Thornton



Sylvain Vachon

LESVA



Sylvain Bilodeau

L.S. Bilodeau



Organigramme du Conseil Économique de Beauce

Les permanents du CEB en 2010



Claude Morin

**Directeur général
et commissaire
industriel**



Bastien Lapierre

Commissaire industriel



Francine Nadeau

**Secrétariat
et volet administratif**



Lucy Boulanger

Secrétariat



Claude Morin

Mot du directeur général et commissaire industriel

Bonjour à tous,

Bienvenue à notre assemblée générale annuelle. Merci pour votre présence d'année en année. C'est grandement apprécié.

L'année 2010 s'affiche comme une année de reprise quoique faible, mais c'est un début encourageant. La situation économique n'a pas pour autant été des plus faciles, nous n'avons qu'à penser à la valeur de notre devise face à l'exportation quand nous connaissons toute l'importance que représente le marché américain pour nos entreprises. En contrepartie, les fournisseurs américains entrent plus facilement chez nous alors que leurs produits sont plus accessibles à partir de notre dollar rendant ainsi la compétition plus sévère pour nos entreprises.

En ce qui a trait aux résultats de nos industriels pour 2010, les données statistiques obtenues dans le cadre de notre sondage se retrouvent à l'intérieur du rapport annuel de même qu'un profil au cours des derniers 21 ans par l'entremise d'histogrammes. Les données ont été recueillies au cours de février. Nous avons rejoint plus de 201 entreprises, les plus importantes en nombre d'employés sur les 247 répertoriées sur le territoire de la MRC de Beauce-Sartigan.

Voici les quatre données que nous traitons annuellement dans notre document.

La valeur des livraisons des produits des entreprises manufacturières a atteint 1,556,300 \$ pour se traduire par une augmentation de 116.3 millions \$ soit près de 9 % de plus que l'an dernier.

Pour les investissements en terme de bâtisses et équipements, la hausse est importante avec un écart de près de 21 %. Ainsi, les investissements sont passés de 32 millions en 2009 pour atteindre 38 millions en 2010. Comme à l'habitude, la majorité des investissements a été appliquée pour l'acquisition d'équipements améliorant ainsi la productivité des entreprises.

La situation de l'emploi fait un bond de 401 postes soit 5%. La dernière création nette d'emplois datait de 2005. C'est principalement le secteur des produits métalliques et équipements qui a contribué à ce retour.

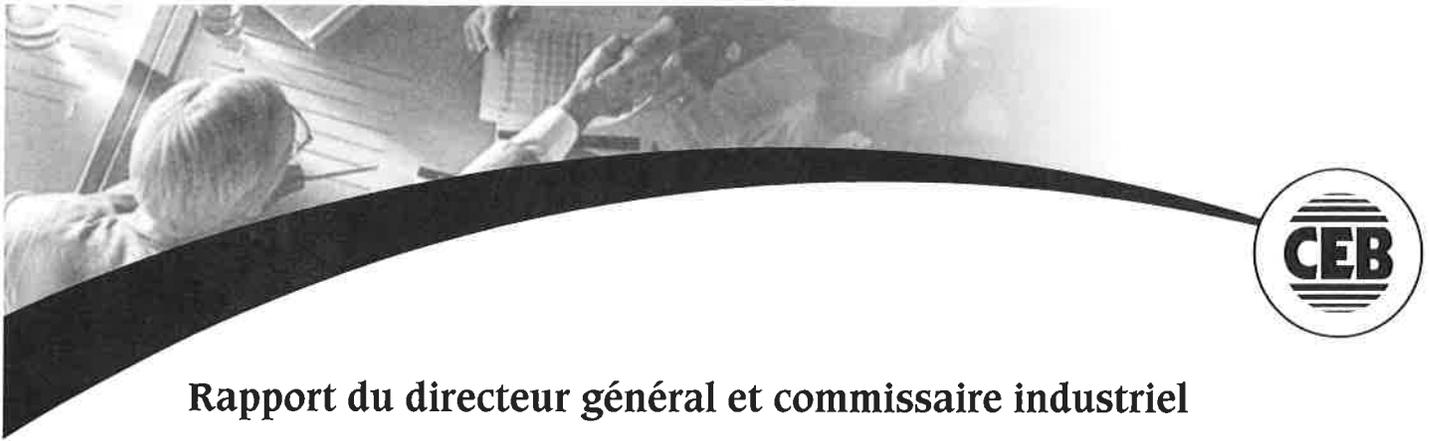
Enfin, les **exportations hors Québec** sont de 868 millions. Il s'agit donc d'une augmentation de plus de 10 %. En fait, les gains se sont faits principalement au niveau du Canada. Plusieurs de nos entreprises exportatrices ont compensé leurs pertes sur les marchés de nos voisins du Sud en exploitant le Canada et leurs résultats ont été bons.

Le sondage 2010 révèle donc une remontée, quoique faible, mais présente. Malgré que les économistes demeurent prudents dans leur message, nous ressentons une reprise et il faut l'apprécier. Le travail n'est pas terminé pour nos industriels, heureusement qu'ils sont familiers, car c'est l'histoire de leur vie d'entrepreneur!

En conclusion, je profite de l'occasion pour remercier pour leur travail et disponibilité à notre endroit les administrateurs du CEB. Merci aussi à mes collègues de travail qui sont dévoués aux succès du CEB et de nos activités. Merci à tous nos membres, les bénévoles, nos partenaires financiers et nos commanditaires qui font en sorte que le CEB demeure au service des entrepreneurs.

Un mot particulier aussi à l'ordre des CMA pour leur contribution financière à la tenue de cette assemblée générale annuelle.

Une fois de plus merci à tous pour votre présence.

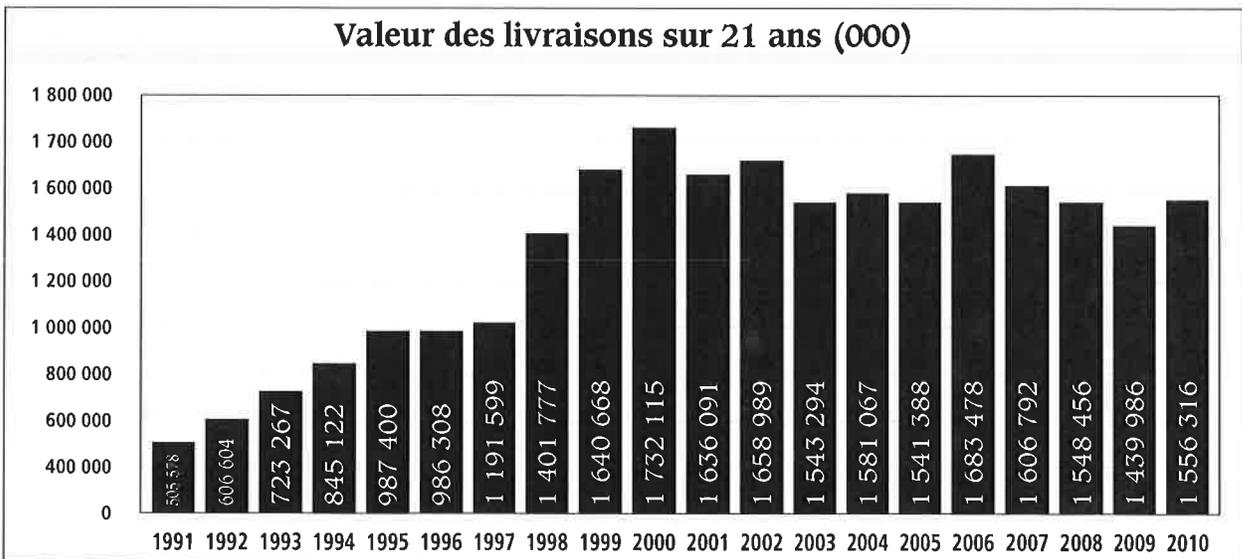


Rapport du directeur général et commissaire industriel

Les résultats de 2010 sont des données que nous avons obtenues dans le cadre de notre sondage auprès de 201 entreprises manufacturières des 247 recensées sur le territoire de la MRC Beauce-Sartigan. Voici le portrait de la situation économique que nous avons pu tracer à partir des informations transmises par les dirigeants d'entreprises. Nous profitons de l'occasion pour les remercier.

L'activité économique en chiffres (1)

Groupes industriels	Nombre d'entreprises participantes 2010	Valeur des livraisons		Répartition des livraisons en 2010		
		(000) 2009	(000) 2010	Québec %	Canada %	Hors Canada %
Aliments et boissons	8	65 585	59 712	31	1,5	67,5
Bois de sciage	6	85 600	94 973	43	5	52
Bois de construction et bois ouvré	34	302 000	321 506	48	19	33
Meubles et agencements fixes	15	95 774	92 637	22	8	70
Imprimerie et édition	16	13 315	13 745	94,5	3,5	2
Produits de minoterie	0	25 000	0	0	0	0
Produits métalliques et équipements	54	504 112	641 143	44	40	16
Textiles et vêtements	11	131 384	105 395	23	35	42
Produits de caoutchouc et plastique	13	46 470	45 850	36	3	61
Autres : béton, spécialités, etc.	44	170 746	181 355	66	14	20
TOTAL	201	1 439 986 \$ ↓	1 556 316 \$ ↑	44 %	25 %	31 %



(1) Les montants d'argent et pourcentages donnés peuvent varier légèrement.

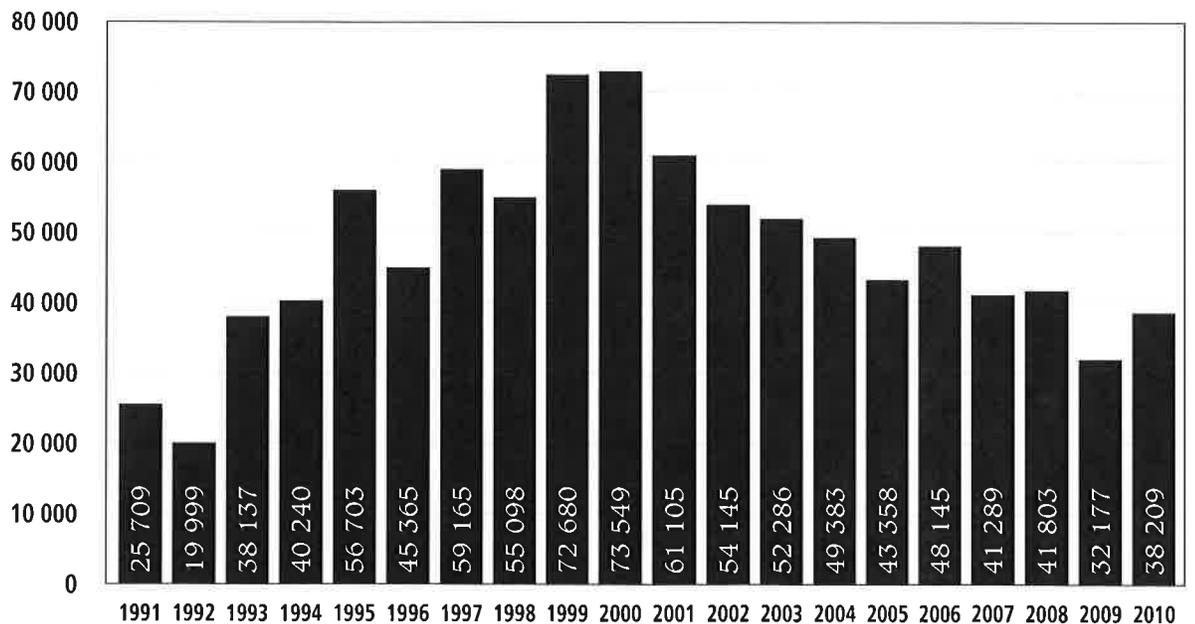
Remarque : Les données de 2010 proviennent de 201 entreprises alors qu'en 2009 elles provenaient de 224 entreprises.



Investissements des entreprises en 2010

Groupes industriels	Nombre d'entreprises participantes 2010	Total 2009 (000)	Machinerie et équip.		Total 2010 (000)	% 2010
			Immob. 2010 (000)	2010 (000)		
Aliments et boissons	8	850	287	465	752	2
Bois de sciage	6	965	513	967	1 480	4
Bois de construction et bois ouvré	34	6 405	2 278	5 142	7 420	20
Meubles et agencements fixes	15	2 699	76	5 573	5 649	15
Imprimerie et édition	16	860	277	459	736	2
Produits de minoterie	0	240	0	0	0	0
Produits métalliques et équipements	54	14 271	4 775	10 473	15 248	40
Textiles et vêtements	11	1 150	27	284	311	1
Produits de caoutchouc et plastique	13	434	135	956	1 091	3
Autres : béton, spécialités, etc.	44	4 303	2 186	3 336	5 522	13
TOTAL	201	32 177 \$	↓ 10 554 \$	27 655 \$	38 209 \$	↑ 100 %

Investissements sur 21 ans (000)

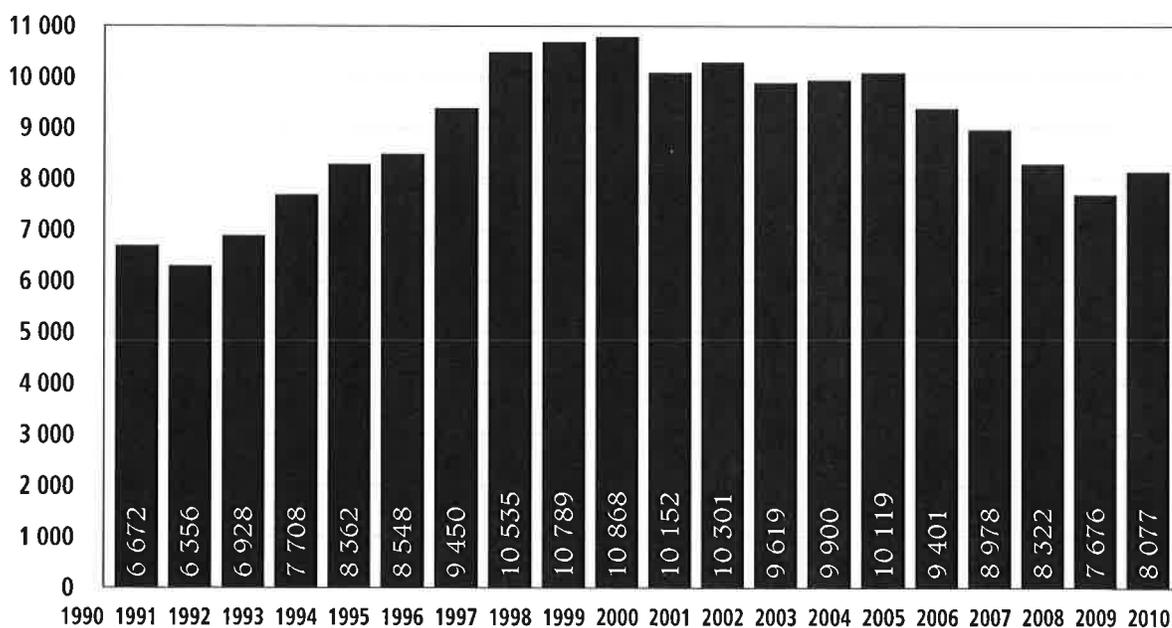




Évolution historique des emplois par activité en 2010

Groupes industriels	Nombre d'entreprises participantes 2010	Emplois			
		2009	%	2010	%
Aliments et boissons	8	152	2	152	2
Bois de sciage	6	308	4	346	4
Bois de construction et bois ouvré	34	1 557	20	1 678	21
Meubles et agencements fixes	15	833	11	675	8
Imprimerie et édition	16	138	2	152	2
Produits de minoterie	0	38	1	0	0
Produits métalliques et équipements	54	2 339	29	2 649	32
Textiles et vêtements	11	1 030	14	1 078	14
Produits de caoutchouc et plastique	13	437	6	454	6
Autres : béton, spécialités, etc.	44	844	11	893	11
TOTAL	201	7 676 ↓	100 %	8 077 ↑	100 %

Évolution des emplois sur 21 ans

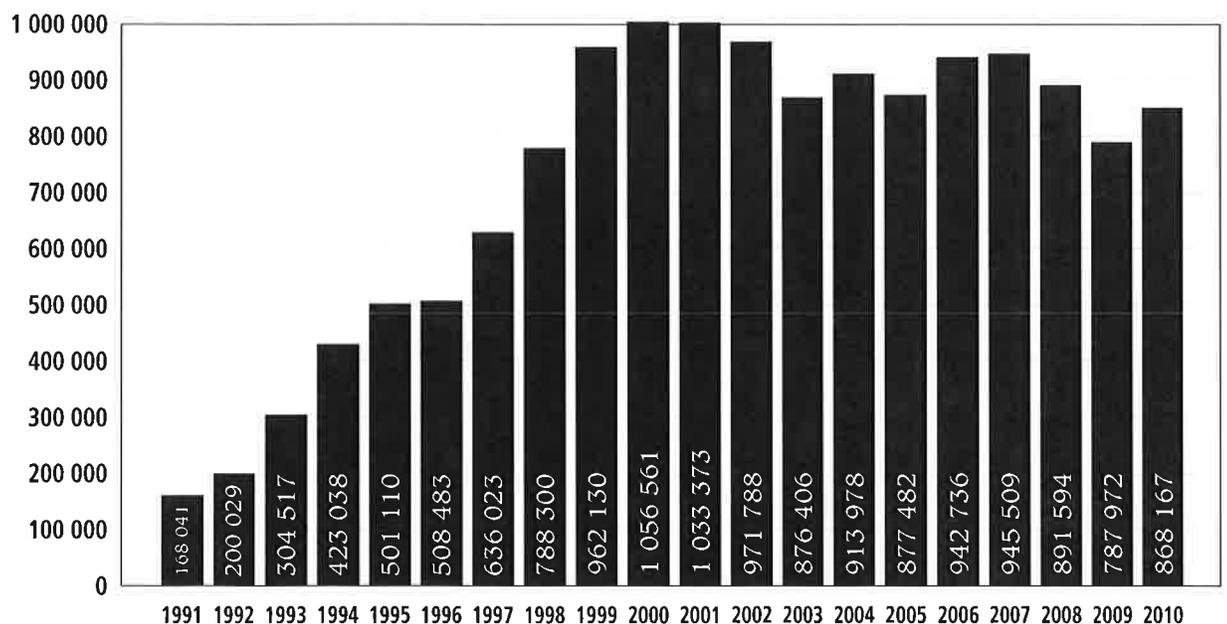




Répartition des exportations en 2010

Groupes industriels	# PME exportatrices (Hors Québec)	Valeur export. 2009 (000)	Valeur export. 2010 (000)	Canada (Hors Québec)	États-Unis	Autres
Aliments et boissons	3	48 799	41 450	845	25 765	14 840
Bois de sciage	6	46 590	54 134	5 115	48 179	840
Bois de construction et bois ouvré	15	155 977	166 408	61 715	96 018	8 675
Meubles et agencements fixes	6	78 456	72 228	6 607	63 521	2 100
Imprimerie et édition	3	1 150	754	486	250	18
Produits de minoterie	0	1 000	0	0	0	0
Produits métalliques et équipements	27	254 341	361 848	252 887	99 333	9 628
Textiles et vêtements	6	101 418	80 802	36 808	41 806	2 188
Produits de caoutchouc et plastique	10	36 577	29 398	1 588	25 330	2 480
Autres : béton, spécialités, etc.	19	63 664	61 145	26 076	22 481	12 588
TOTAL	95/201	787 972 \$ ↓	868 167 \$ ↑	392 127 \$	422 683 \$	53 357 \$
		100 %	100 %	45 %	50 %	5 %

Valeur des exportations sur 21 ans (000)





Notre présence sur le terrain

Les 2 commissaires industriels ont eu l'opportunité de rencontrer 323 personnes au bureau du Conseil Économique de Beauce et plus de 210 visites ont été effectuées au sein des entreprises de la MRC.

Ces démarches ont engendré l'ouverture de 55 dossiers dont voici la présentation dans le détail.

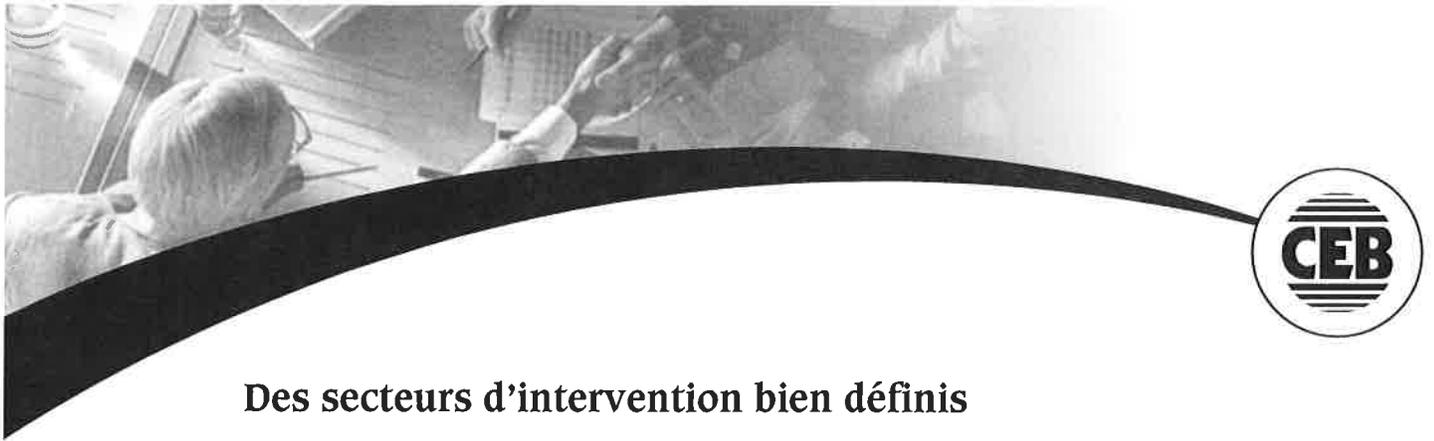
Les dossiers d'investissements ⁽¹⁾

	2009	2010
Démarrage	11 dossiers pour 7 668 000 \$	8 dossiers pour 5 740 000 \$
Expansion	9 dossiers pour 6 528 000 \$	18 dossiers pour 43 695 000 \$
Amélioration du fonds de roulement	1 dossier pour 150 000 \$	3 dossiers pour 4 450 000 \$
Relève / transactions	5 dossiers pour 11 120 000 \$	8 dossiers pour 12 285 000 \$
Divers⁽²⁾	13 dossiers pour 1 392 000 \$	18 dossiers pour 3 284 000 \$
TOTAL	39 dossiers pour 26 858 000 \$	55 dossiers pour 69 454 000 \$

	Sur 5 ans (2006 à 2010)
Démarrage	54 dossiers pour 32 782 000 \$
Expansion	68 dossiers pour 121 932 000 \$
Amélioration du fonds de roulement	20 dossiers pour 9 780 000 \$
Relève / transactions	36 dossiers pour 53 995 000 \$
Divers⁽²⁾	47 dossiers pour 9 945 000 \$
TOTAL	225 dossiers pour 228 434 000 \$

⁽¹⁾ Ces dossiers sont en cours, réalisés ou abandonnés.

⁽²⁾ Exportation, recherche et développement.

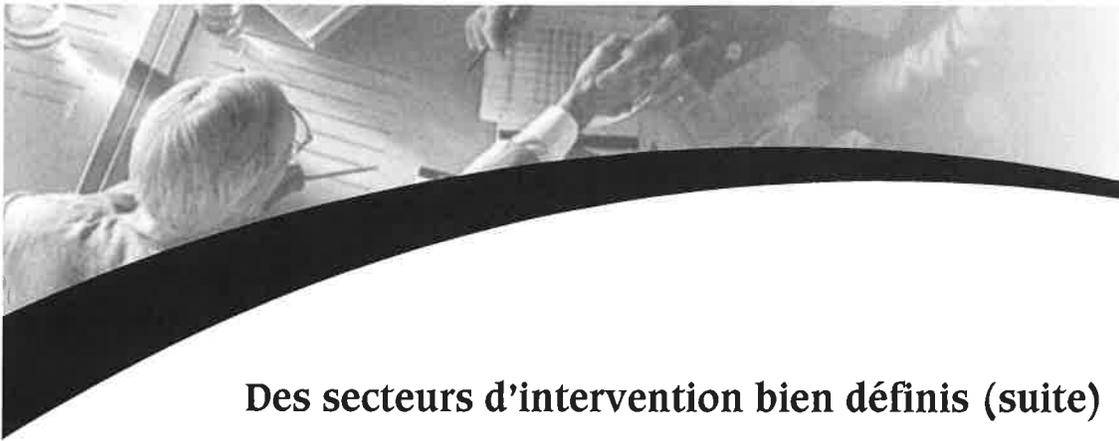


Des secteurs d'intervention bien définis

Le soutien technique à la création, l'expansion et la consolidation d'entreprises dans le milieu par :

- ✓ Le travail dans 55 dossiers.
- ✓ La présence des commissaires au sein de comités :
 - Conseil d'administration de Mécanium
 - Association régionale du développement économique de Chaudière-Appalaches (ARDECA)
 - Chaudière-Appalaches Économique (en formation)
- ✓ La présentation des services du CEB lors de certains événements. (Exemple : Place aux jeunes)
- ✓ La reconnaissance des entreprises et/ou d'individus par le prix Jean-Denis Poulin MM. Norbert et René Grenier, récipiendaires en 2010.
- ✓ L'organisation d'un déjeuner thématique avec :
 - Banque de développement du Canada / janvier / 160 inscriptions
 - Desjardins valeurs mobilières / février / 150 inscriptions
 - Investissement Québec / mars / 145 inscriptions
 - Fonds régional de Solidarité FTQ Chaudière-Appalaches / septembre / 148 inscriptions
 - Développement économique Canada / octobre / 110 inscriptions
 - CSBE – Cégep – Centre Universitaire / novembre / 135 inscriptions
 - Banque Laurentienne / décembre / 181 inscriptions.
- ✓ L'organisation de la 9^e édition du Déjeuner de prestige dont la thématique était « La commercialisation : l'après-conjoncture », 3 conférenciers, 415 inscriptions.
- ✓ Membre du comité organisateur de la Journée Ressources Humaines, 9^e édition.
- ✓ Promotion de la Foire de l'emploi de Québec et Saint-Georges.
- ✓ Organisation d'un déjeuner limité aux comptables.
- ✓ Organisation d'un déjeuner limité aux institutions financières.
- ✓ Support / motel industriel.

Note : Les 7 déjeuners thématiques du CEB ont suscité l'inscription de 1029 participants soit une moyenne de 145 par déjeuner. Avec le Déjeuner de prestige il faudrait ajouter 415 inscriptions supplémentaires.



Des secteurs d'intervention bien définis (suite)

Implication dans le développement de structures d'accueil à l'entreprise par :

- ✓ La promotion des terrains industriels vacants en tenant à jour une banque d'information.
- ✓ Présentation et visite des parcs industriels aux entrepreneurs à la recherche de terrains.
- ✓ Le maintien d'une banque de données sur les bâtisses vacantes ainsi que leur promotion.
- ✓ Membre « Comité socio-économique Beauce-Sartigan ».

Inciter les entreprises manufacturières à développer leur marché à l'exportation hors Québec par :

- ✓ La promotion des services de Développement PME Chaudière-Appalaches et Québec International.

Encourager la R. & D. et le développement technologique au sein des entreprises manufacturières par :

- ✓ La promotion des services :
 - du Réseau canadien de technologie (RCT)
 - du Centre intégré de mécanique industrielle (CIMIC)
 - de Mécanium
 - du Conseil national de recherches du Canada (CNRC)
 - Développement PME Chaudière-Appalaches
 - Québec International.

Collaborer au développement du secteur touristique et de l'agroalimentaire par :

- ✓ Implication dans des dossiers ponctuels pour l'élaboration de plans d'affaires et l'appui aux promoteurs.



Des secteurs d'intervention bien définis (suite)

Favoriser le réseautage

- ✓ L'organisation de la 17^e édition du Souper d'affaires de prestige, 415 convives, conférencier invité M. François Côté, TELUS.
- ✓ L'organisation de la 29^e édition du Tournoi de golf « L'Annuel en affaires », 275 golfeurs d'inscrits, 325 convives, président d'honneur M. Régis Drouin, président-directeur général de CDID.
- ✓ L'organisation de la 25^e édition du Souper des jeunes gens d'affaires, 408 convives, conférencier invité M. Marc-Antoine Cantin, président de SBI International.
- ✓ Collaborer à la présentation du prix Reconnaissance Anne-Marie Nadeau - récipiendaire 2010, M. Vincent Bourque, Financière Banque Nationale.

Divers

- ✓ La publication trimestrielle du journal « Ça Bouge Plus ».
Journal entièrement en couleur, distribué dans 33 400 foyers dans Beauce-Sartigan et 15 autres municipalités.
- ✓ Activités communes avec le CLD de Robert-Cliche et Nouvelle-Beauce ;
 - L'organisation de conférences de presse
 - Les rencontres du comité financement
 - L'organisation du déjeuner « Équipementiers et produits métalliques ».
- ✓ Présence au congrès du Groupement des chefs d'entreprise du Québec.
- ✓ Représenter le Conseil Économique de Beauce à 112 activités, tels :
 - comités
 - conférences de presse
 - inaugurations
 - assemblées générales
 - entrevues auprès des médias (journal Les Affaires, Le Soleil, Radio de Radio-Canada, Cool FM, Action Beauce, Eclaireur-Progrès, Éditions Beauce, EnBeauce.com, le Journal de Beauce, etc.)
 - déjeuners / diverses rencontres
 - etc.



ET POUR 2011...

Nos mandats

- ✓ Accompagner et supporter les entrepreneurs dans leurs projets de développement d'entreprise au niveau :
 - Démarrage
 - Expansion
 - Recherche et développement
 - Exportation
 - Amélioration du fonds de roulement
 - Continuité et relève d'entreprisespar notre expertise acquise dans les dernières 35 années, nous sommes vos partenaires.
- ✓ Montage financier et recherche de financement.
- ✓ Élaboration de plan d'affaires et sommaire exécutif.
- ✓ Recherche et validation de terrains et bâtisses disponibles.
- ✓ Mise en contact (réseautage) auprès des différents consultants et professionnels de la région.
- ✓ Recherche d'informations.
- ✓ Accompagnement et support technique auprès des intervenants gouvernementaux (CLD, CNRC PARI, MDEIE, CAE, DEC, CCTT, CLE, DPME, RCT, Ressources entreprises, Accord, les 3 ordres scolaires, etc.)
- ✓ Travail en complémentarité avec les bureaux de comptables de la Beauce.
- ✓ Animations économiques et réseautage :
 - Déjeuner de prestige
 - Souper d'affaires de prestige
 - Golf / L'Annuel en affaires
 - Souper des jeunes gens d'affaires
 - Déjeuners rencontres thématiques / 7.
- ✓ La visite des entreprises, institutions financières et comptables.
- ✓ La promotion économique du territoire.
- ✓ La collaboration et l'appui à des dossiers ponctuels dans Chaudière-Appalaches.
- ✓ Et autres mandats qui pourront ressortir de la réflexion stratégique en cours.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

SOMMAIRE

<i>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</i>	1 - 2
<i>ÉTATS FINANCIERS</i>	
Résultats	3
Évolution des actifs nets	4
Flux de trésorerie	5
Bilan	6
Notes afférentes aux états financiers	7 - 10
<i>RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</i>	11 - 12

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

**Aux membres de
CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE**
Saint-Georges, QC

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Conseil Économique de Beauce, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2010 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Conseil Économique de Beauce au 31 décembre 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.


Michel Jaquet
CA auditeur

Saint-Georges, le 16 mars 2011

Résultats

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009 (redressé)
PRODUITS		
Contributions du milieu	349 428	368 959
Programmes du gouvernement du Canada	59 565	58 414
Programmes du gouvernement du Québec	<u>31 621</u>	<u>32 910</u>
	440 614	460 283
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais d'administration	278 082	271 226
Animation économique et autres	133 283	166 234
Programmes du gouvernement du Canada	2 826	2 829
Programmes du gouvernement du Québec	<u>30 357</u>	<u>31 648</u>
	<u>444 548</u>	<u>471 937</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>(3 934) \$</u>	<u>(11 654) \$</u>

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

4

Évolution des actifs nets

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009 (redressé)
ACTIFS NETS NON AFFECTÉS		
SOLDE AU DÉBUT		
Déjà établi	164 688	175 102
Redressement aux exercices antérieurs - note 8	<u>(23 074)</u>	<u>(21 834)</u>
REDRESSÉ	141 614	153 268
Insuffisance des produits sur les charges	<u>(3 934)</u>	<u>(11 654)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>137 680 \$</u>	<u>141 614 \$</u>

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009 (redressé)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX : (note 10)		
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(3 934)	(11 654)
Élément n'affectant pas la trésorerie :		
Revenus réinvestis	<u>(749)</u>	<u>(1 133)</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	<u>23 344</u>	<u>3 335</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	18 661	(9 452)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>98 220</u>	<u>107 672</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>116 881 \$</u>	<u>98 220 \$</u>

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE

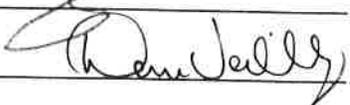
Bilan

Au 31 décembre 2010

	2010	2009 (redressé)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	116 881	98 220
Placements temporaires	103 604	102 855
Débiteurs - note 3	15 882	26 435
Frais payés d'avance	<u>2 569</u>	<u>16 151</u>
	<u>238 936 \$</u>	<u>243 661 \$</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Créiteurs et charges à payer - note 5	44 194	60 890
Apports reportés - note 6	<u>57 062</u>	<u>41 157</u>
	101 256	102 047
Engagements contractuels - note 7	<u>-</u>	<u>-</u>
	101 256	102 047
ACTIFS NETS		
Non affectés	<u>137 680</u>	<u>141 614</u>
	<u>238 936 \$</u>	<u>243 661 \$</u>

Pour le Conseil d'Administration


_____, administrateur


_____, administrateur

**MICHEL
PAQUET**

CA

1. FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ENTITÉ

L'entité, incorporée le 17 octobre 1975 en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour objectif de promouvoir le développement industriel et commercial de la région de la Beauce.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

L'entité applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les cotisations sont constatées à titre de produits au prorata dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Apports reçus sous forme de services

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par l'entité. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Classification

Encaisse	Détenus à des fins de transaction
Placements temporaires	Disponibles à la vente
Débiteurs	Détenus à des fins de transaction
Créditeurs et charges à payer	Détenus à des fins de transaction

Actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan, et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'insuffisance des produits sur les charges dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les instruments financiers classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'état de l'évolution des actifs nets dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent. Lorsqu'il est nécessaire de refléter une dépréciation durable, la perte de valeur sur les titres disponibles à la vente est comptabilisée à l'insuffisance des produits sur les charges de l'exercice. Lors de la décomptabilisation, tous les gains et pertes cumulés à l'état de l'évolution des actifs nets sont alors comptabilisés à l'insuffisance des produits sur les charges.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux résultats au cours de l'exercice où elles sont acquises.

3. DÉBITEURS

	2010	2009
Clients		
(Provision pour créances douteuses : 2010 : 1 106 \$; 2009 : - \$)	3 706	6 538
Subvention à recevoir	11 894	19 615
Société de Développement de Beauce, sans intérêts ni modalité spécifique d'encaissement	<u>282</u>	<u>282</u>
	<u>15 882 \$</u>	<u>26 435 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS IMPUTÉES AUX RÉSULTATS

	2010	2009
Le coût des immobilisations détenues par l'entité est le suivant :		
Mobilier de bureau et matériel informatique	<u>35 376 \$</u>	<u>35 376 \$</u>

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2010	2009 (redressé)
Fournisseurs et charges à payer	5 986	29 636
Salaires et déductions gouvernementales à payer	30 929	24 519
Taxes de ventes à payer	<u>7 279</u>	<u>6 735</u>
	<u>44 194 \$</u>	<u>60 890 \$</u>

6. APPORTS REPORTÉS

	2010	2009
Cotisations des membres et subventions		
Solde au début	41 157	46 638
Moins : Montant constaté à titre de produit de l'exercice	(41 157)	(46 638)
Plus : Montant reçu au cours de l'exercice	<u>57 062</u>	<u>41 157</u>
Solde à la fin	<u>57 062 \$</u>	<u>41 157 \$</u>

7. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme a signé un bail en 2010 couvrant une période de 3 ans pour la location d'un local.

Paiements minimums futurs au cours des 3 prochains exercices :

2011	2012	2013
11 579 \$	11 579 \$	5 790 \$

8. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

L'entité a découvert que les montants de rémunération et d'honoraires professionnels calculés durant les exercices 2008 et 2009 ont été sous-évalués. En conséquence, le solde des actifs nets au 1er janvier 2010 a été diminué de 23 074 \$ et les états financiers de l'exercice 2009 ont été redressés. Le solde des actifs nets au 1er janvier 2009 a été diminué d'un montant de 21 834 \$ correspondant à la rémunération insuffisante et aux honoraires professionnels insuffisants de l'exercice 2008. Le poste rémunération et charges sociales à l'état des résultats de l'exercice 2009 et l'insuffisance des produits sur les charges ont été augmentés de 1 240 \$. Les créiteurs et charges à payer au 31 décembre 2009 ont été augmentés d'un montant de 23 074 \$.

9. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Les chiffres des états financiers de l'exercice précédent proviennent des états financiers audités par un autre auditeur.

10. FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009 (redressé)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	10 553	(6 075)
Frais payés d'avance	13 582	(9 956)
Créditeurs et charges à payer	(16 696)	24 847
Apports reportés	15 905	(5 481)
	<u>23 344 \$</u>	<u>3 335 \$</u>

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas 3 mois à partir de la date d'acquisition.

	2010	2009
Encaisse	<u>116 881 \$</u>	<u>98 220 \$</u>

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

L'entité est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. Toutefois, l'entité compte des clients nombreux et diversifiés, ce qui réduit la concentration du risque de crédit. L'entité procède à une évaluation continue de tous ses comptes débiteurs et comptabilise une provision pour les créances douteuses au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

Risque de prix

Le risque de prix s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché.

L'entité est exposée au risque de prix en raison de ces activités d'investissement dans les placements qui sont cotés sur un marché actif.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance entre des parties consentantes. L'entité utilise les méthodes et hypothèses suivantes pour faire une estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dont les valeurs comptables sont incluses dans le bilan comme suit :

Disponibles à la vente

Placements temporaires - La valeur comptable des placements dans des sociétés cotées est inscrite à la juste valeur qui est déterminée à l'aide du cours du marché.

12. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'objectif de l'entité en ce qui a trait à la gestion de son capital consiste à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission auprès des entreprises de la région. L'entité gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'ils soient maintenus à un niveau satisfaisant.

La stratégie de l'entité est demeurée inchangée en 2010.

Renseignements supplémentaires

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009
CONTRIBUTIONS DU MILIEU		
Contributions des membres		
Milieu gens d'affaires	76 878	70 749
Milieu municipal, MRC et CLD	2 510	2 350
Animation économique et autres revenus		
Déjeuners et conférences	3 986	8 131
Tournoi de golf	89 960	90 983
Souper d'affaires et de prestige	47 932	51 929
Souper des jeunes gens d'affaires	69 083	72 208
Vente de répertoires	298	445
Revenus d'intérêts	749	1 144
Refacturation de coûts de services	1 206	757
Programme formation marketing	13 743	41 188
Autres	3 500	4 075
Partenaires financiers	<u>39 583</u>	<u>25 000</u>
	<u>349 428 \$</u>	<u>368 959 \$</u>
PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU CANADA		
Emplois d'Été Canada - RHDCC	2 662	2 509
Innovation IDEE-PME, DEC	<u>56 903</u>	<u>55 905</u>
	<u>59 565 \$</u>	<u>58 414 \$</u>
PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Concertation pour l'emploi (CLE) - Organisation de la Journée Ressources Humaines	<u>31 621 \$</u>	<u>32 910 \$</u>

Renseignements supplémentaires

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Rémunération et charges sociales	219 379	203 167
Voyages et déplacements	10 043	10 717
Fournitures de bureau et papeterie	10 802	16 335
Assurances	2 694	2 670
Publicité et refonte du site Web	1 223	1 810
Loyer	11 703	11 479
Associations et abonnements	730	586
Télécommunications	3 836	3 607
Réceptions et représentation (déjeuners thématiques et prestige)	3 558	3 459
Congrès et formation	394	2 990
Entretien et location d'équipement de bureau	2 705	3 507
Assemblée générale annuelle	2 458	2 283
Entretien du local	1 593	1 780
Honoraires professionnels	5 169	5 606
Intérêts et frais bancaires	449	349
Mauvaises créances	1 106	-
Divers	240	881
	<u>278 082 \$</u>	<u>271 226 \$</u>
ANIMATION ÉCONOMIQUE ET AUTRES		
Tournoi de golf	60 291	63 366
Souper d'affaires de prestige	26 253	27 158
Souper des jeunes gens d'affaires	33 152	34 951
Formation marketing	13 587	40 759
	<u>133 283 \$</u>	<u>166 234 \$</u>
PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU CANADA		
Emplois d'Été Canada - RHDCC	<u>2 826 \$</u>	<u>2 829 \$</u>
PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Concertion pour l'emploi (CLE) - Organisation de la Journée Ressources Humaines	<u>30 357 \$</u>	<u>31 648 \$</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE BEAUCE

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE BEAUCE

SOMMAIRE

<i>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</i>	1 - 2
<i>ÉTATS FINANCIERS</i>	
Résultats	3
Évolution des actifs nets	4
Bilan	5
Notes afférentes aux états financiers	6 - 8

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

**Aux membres de
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE BEAUCE**
Saint-Georges, QC

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Société de Développement de Beauce, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2010 et les états des résultats et de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Société de Développement de Beauce au 31 décembre 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.


Michel Paquet
CA auditeur

Saint-Georges, le 16 mars 2011

Résultats

De l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Revenus de placements	9 464	15 635
Gains sur cession de placements disponibles à la vente	<u>1 501</u>	<u>-</u>
	10 965	15 635
CHARGES		
Intérêts et frais bancaires	<u>125</u>	<u>125</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>10 840</u> \$	<u>15 510</u> \$

1. FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ENTITÉ

L'entité, incorporée le 18 septembre 1986 en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour objet de gérer un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'activité économique de la Beauce en appuyant l'action du Conseil Économique de Beauce.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Les revenus de placement sont constatés sur base d'exercice.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par l'entité. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Classification

Encaisse	Détenus à des fins de transaction
Intérêts courus à recevoir	Détenus à des fins de transaction
Placements	Disponibles à la vente
Dû au Conseil Économique de Beauce	Détenus à des fins de transaction

Actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan, et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'excédent des produits sur les charges dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les instruments financiers classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'état de l'évolution des actifs nets dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent. Lorsqu'il est nécessaire de refléter une dépréciation durable, la perte de valeur sur les titres disponibles à la vente est comptabilisée à l'excédent des produits sur les charges de l'exercice. Lors de la décomptabilisation, tous les gains et pertes cumulés à l'état de l'évolution des actifs nets sont alors comptabilisés à l'excédent des produits sur les charges.

3. FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il ne fournirait pas d'information supplémentaire utile pour la compréhension des flux de trésorerie de l'exercice.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE BEAUCE

5

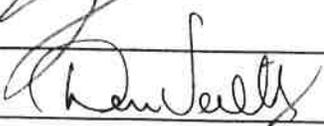
Bilan

Au 31 décembre 2010

	2010	2009
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1 218	15 721
Intérêts courus à recevoir	1 414	1 668
Tranche des placements échéant au cours du prochain exercice	<u>69 470</u>	<u>74 192</u>
	72 102	91 581
Placements - note 4	<u>381 982</u>	<u>348 906</u>
	<u>454 084 \$</u>	<u>440 487 \$</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Dû au Conseil Économique de Beauce, sans intérêts, sans modalité spécifique de remboursement	282	282
ACTIFS NETS		
Non affectés	<u>453 802</u>	<u>440 205</u>
	<u>454 084 \$</u>	<u>440 487 \$</u>

Pour le Conseil d'Administration


_____, administrateur


_____, administrateur

**MICHEL
PAQUET**

CA

1. FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ENTITÉ

L'entité, incorporée le 18 septembre 1986 en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour objet de gérer un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'activité économique de la Beauce en appuyant l'action du Conseil Économique de Beauce.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Les revenus de placement sont constatés sur base d'exercice.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par l'entité. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Classification

Encaisse	Détenus à des fins de transaction
Intérêts courus à recevoir	Détenus à des fins de transaction
Placements	Disponibles à la vente
Dû au Conseil Économique de Beauce	Détenus à des fins de transaction

Actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers classés comme actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan, et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'excédent des produits sur les charges dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les instruments financiers classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de bilan et toute variation de la juste valeur est enregistrée à l'état de l'évolution des actifs nets dans l'exercice au cours duquel ces variations surviennent. Lorsqu'il est nécessaire de refléter une dépréciation durable, la perte de valeur sur les titres disponibles à la vente est comptabilisée à l'excédent des produits sur les charges de l'exercice. Lors de la décomptabilisation, tous les gains et pertes cumulés à l'état de l'évolution des actifs nets sont alors comptabilisés à l'excédent des produits sur les charges.

3. FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il ne fournirait pas d'information supplémentaire utile pour la compréhension des flux de trésorerie de l'exercice.

4. PLACEMENTS

	2010	2009
Disponibles à la vente		
Obligations, 1,8 à 4,64 %, 2011 à 2018	442 564	414 749
Fonds communs de placements	<u>8 888</u>	<u>8 349</u>
	451 452	423 098
Tranche des placements échéant au cours du prochain exercice	<u>69 470</u>	<u>74 192</u>
	<u>381 982 \$</u>	<u>348 906 \$</u>

5. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Les chiffres des états financiers de l'exercice précédent proviennent des états financiers audités par un autre auditeur.

6. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

L'entité gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêt. La sensibilité du portefeuille à une variation des taux d'intérêt est affectée par la composition d'une partie du portefeuille composée d'obligations dont les taux d'intérêt varient de 1,8 à 4,64 % et dont la durée va jusqu'en 2018.

Risque de prix

Le risque de prix s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché.

L'entité est exposée au risque de prix en raison de ces activités d'investissements dans les placements en obligations et en fonds communs de placements qui sont cotés sur un marché actif.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance entre des parties consentantes. L'entité utilise les méthodes et hypothèses suivantes pour faire une estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dont les valeurs comptables sont incluses dans le bilan comme suit :

Disponibles à la vente

Placements - La valeur comptable des placements dans des sociétés cotées est inscrite à la juste valeur qui est déterminée à l'aide du cours du marché.

7. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'entité gère son capital pour assurer la continuité des opérations en maximisant le réinvestissement de ses excédents dans des placements afin de soutenir le Conseil Économique de Beauce et ainsi promouvoir l'activité économique de la Beauce.

La stratégie de l'entité est demeurée inchangée en 2010.



Nos moyens financiers – Budget d’opération prévisionnel 2011 (au 1^{er} mars 2011)

Prévisions de revenus	
Programmes gouvernementaux	
Développement économique Canada	40 000 \$
Développement Ressources humaines Canada	2 600 \$
Emploi Québec	13 100 \$
	⁽¹⁾ 55 700 \$
Partenaires financiers	
3 ordres scolaires ⁽²⁾	10 400 \$
Mécanium	10 000 \$
	⁽³⁾ 20 400 \$
Contribution du milieu	
Membership	
- milieu gens d'affaires	72 935 \$
- milieu municipal, MRC et CLD	2 065 \$
Tournoi de golf	90 000 \$
Souper de prestige	48 000 \$
Souper des jeunes	68 000 \$
Autres revenus	
- Déjeuners thématiques	1 950 \$
- Divers	3 500 \$
- Production répertoire	1 000 \$
	⁽⁴⁾ 287 450 \$
TOTAL (1) + (3) + (4)	363 550 \$

⁽²⁾ Cégep Beauport-Appalaches, Centre Universitaire et Commission scolaire Beauport-Étchemin

Prévisions de dépenses	
Salaires et charges sociales	214 800 \$
Voyages et compte de dépenses	11 000 \$
Papeterie, fourniture de bureau, messageries et assurances	16 160 \$
Publicité et plaques de membres / site web	1 500 \$
Loyer / électricité / taxes	12 000 \$
Associations / abonnement	700 \$
Impression / brochures	1 200 \$
Téléphone / télécommunication	4 200 \$
Réunions / frais représentation	4 000 \$
Congrès / frais formation	2 100 \$
Location entretien d'équipement / achat meubles	3 250 \$
Achat équipement informatique	4 000 \$
A.G.A. et rapport annuel	2 800 \$
Entretien du local	2 000 \$
Honoraires secrétariat externe	150 \$
Honoraires professionnels (comptable, notaire)	5 200 \$
Consultant étude	32 000 \$
Répertoire	1 000 \$
Projet gouvernemental (été)	2 900 \$
Tournoi de golf « L'Annuel en affaires »	60 500 \$
Souper d'affaires de prestige	26 000 \$
Souper des jeunes gens d'affaires	33 000 \$
Divers	500 \$
TOTAL	440 960 \$

Excédent des dépenses sur les revenus : (77 410 \$)

Au niveau de son budget d'opération, le CEB s'autofinance à 80%.



Nos moyens financiers – Budget d’opération prévisionnel 2011 AMENDÉ (au 16 mars 2011)

Prévisions de revenus		Prévisions de dépenses	
Programmes gouvernementaux		Salaires et charges sociales 214 800 \$	
Développement économique Canada	47 000 \$	Voyages et compte de dépenses 11 000 \$	
Développement Ressources humaines Canada	2 600 \$	Papeterie, fourniture de bureau, messageries et assurances 16 160 \$	
Emploi Québec	13 100 \$	Publicité et plaques de membres / site web 1 500 \$	
⁽¹⁾ 62 700 \$		Loyer / électricité / taxes 12 000 \$	
Partenaires financiers		Associations / abonnement 700 \$	
3 ordres scolaires ⁽²⁾	10 400 \$	Impression / brochures 1 200 \$	
Mécanium	10 000 \$	Téléphone / télécommunication 4 200 \$	
RBC Banque Royale	17 700 \$	Réunions / frais représentation 4 000 \$	
Telus	25 000 \$	Congrès / frais formation 2 100 \$	
⁽³⁾ 63 100 \$		Location entretien d'équipement / achat meubles 3 250 \$	
Contribution du milieu		Achat équipement informatique 3 000 \$	
Membership		A.G.A. et rapport annuel 2 800 \$	
- milieu gens d'affaires	72 935 \$	Entretien du local 2 000 \$	
- milieu municipal, MRC et CLD	2 065 \$	Honoraires secrétariat externe 150 \$	
Tournoi de golf	90 000 \$	Honoraires professionnels (comptable, notaire) 5 200 \$	
Souper de prestige	48 000 \$	Consultant étude 32 000 \$	
Souper des jeunes	68 000 \$	Répertoire 1 000 \$	
Autres revenus		Projet gouvernemental (été) 2 900 \$	
- Déjeuners thématiques	1 950 \$	Tournoi de golf « L'Annuel en affaires » 60 500 \$	
- Divers	3 500 \$	Souper d'affaires de prestige 26 000 \$	
- Production répertoire	1 000 \$	Souper des jeunes gens d'affaires 33 000 \$	
⁽⁴⁾ 287 450 \$		Divers 500 \$	
TOTAL (1) + (3) + (4) 413 250 \$		TOTAL 439 960 \$	

⁽²⁾ Cégep Beauce-Appalaches, Centre Universitaire et Commission scolaire Beauce-Etchemin

Excédent des dépenses sur les revenus : (26 710 \$)

Au niveau de son budget d'opération, le CEB s'autofinance à 80%.



ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2010 DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE (CEB) ET DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE BEAUCE (SDB)

En conformité avec l'article quinze (15) des règlements généraux du Conseil Économique de Beauce (CEB) et de la Société de Développement de Beauce (SDB), lors de l'assemblée générale 2010 les membres dont la mise en candidature aura été déposée pourront occuper un poste à titre d'administrateurs, suite à des élections s'il y a lieu, pour un terme de deux (2) ans pour les secteurs suivants, sauf le poste de représentant de l'industrie*, mandat d'un (1) an.

Secteurs d'activité	Actuels	2011 / 2013
Représentant les gens d'affaires et l'agroalimentaire	Sylvain Bilodeau	
Représentant de l'industrie*	Jimmy Laflamme	
Représentant de l'industrie	Denis Veilleux	
Représentant institutions financières et services professionnels	Nataly Blondin	
Représentant institutions financières et services professionnels	Guyda Deblois	
Représentant les gens d'affaires et l'agroalimentaire	David Quirion	
Représentant les gens d'affaires et l'agroalimentaire	Sylvain Vachon	



Les membres en 2010

MEMBRE HONORAIRE

CABINET DU DÉPUTÉ DE BEAUCE-SUD
CABINET DU DÉPUTÉ FÉDÉRAL DE BEAUCE

COMMERCE

9198-8253 QUÉBEC INC.
ALARME PRO-TECH
AMEUBLEMENTS TANGUAY
BMR QUINCAILLERIE FECTEAU
BOIS PAUL INC.
BUREAUTIQUE GUY DROUIN
CANADA MOTOR IMPORT
CENTRE DU CAMION
D.E.B.B. PAPERIE
ÉQUIPEMENT SIGMA
GARAGE JOS ST-HILAIRE
HYDRAULIQUE SERVICES ENR.
MAB PROFIL
MAISON VINOT GÎTE ET RESTAURANT
PISCINES BEL-EAU INC.
RESTAURANT-BAR MONDO
RONA
ROY DE LA POMME (LES)
SALLE DE QUILLES ÉLITE
STEAMATIC

FINANCE

BANQUE CBC
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA
BANQUE DE MONTRÉAL
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA
BANQUE NATIONALE DU CANADA
BANQUE SCOTIA
CAISSE DESJARDINS DES SOMMETS DE LA BEAUCE
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA BEAUCE
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA CHAUDIÈRE
CAISSE DESJARDINS ST-MARTIN
CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES
BEAUCE-CHAUDIÈRE INC. (CAE)
CENTRE FINANCIER AUX ENTREPRISES
CHAUDIÈRE-SUD
DESJARDINS CAPITAL DE RISQUE
DESJARDINS VALEURS MOBILIÈRES
RBC BANQUE ROYALE

INDUSTRIE

ACRYLIC LE-BO INC.
ALIMENTS BÉGIN
AP COMMUNICATION
ARMOIRES DE CUISINE MILMONDE INC.
ATELIER D'USINAGE RAY-JEAN INC.
ATELIERS F.L.P.H. LTÉE (LES)
AUVENTS BEAUCÉRONS
B.C.H. UNIQUE INC.
BEAUCE CAOUTCHOUC
BEAUCE MÉTAL INC.
BÉTON SAINT-GEORGES, div. SINTRA
BOA-FRANC SENC.
BOCCAM INC.
BOIS BUSQUE INC. (LES)
BOIS KENNEBEC
BOLDUC SOLUTION
BOULANGERIE ST-MÉTHODE
BUCK EXPERT
BUSQUE ET LAFLAMME INC.
CID NET INC.
CENTRE DE SOUS-TRAITANCE DE BEAUCE
CLYVANOR LTÉE
CONCEPT D'USINAGE DE BEAUCE INC.
CONCEPTION PARA-GRAPHE INC.
CONFECTIONS DE BEAUCE INC.
COUTURE ALUMINIUM (ST-GEORGES) INC.

CRÉATIONS MEUBLES G.M. DE BEAUCE

CUISINES VALENCIA
DELOUPE
DESIGN FRANC ART INC.
DIMENSION COMPOSITE INC.
DU PONT IMPRESSION
ÉBÉNISTERIE BEAUBOIS LTÉE
ÉBÉNISTERIE CHAM-BOIS INC.
ÉBÉNISTERIE E.L. INC.
ÉBÉNISTERIE ST-GEORGES INC.
EFFECTO
ÉLECTRO BEAUCE INC.
ÉQUIPEMENT DOYON INC.
ÉQUIPEMENTS COMACT INC.
ESTAMPRO INC.
FABRICATION R.H.
FENÊTRES ALTEK INC.
FILATURE LEMIEUX INC.
FONDERIE SAINT-ROMUALD
FUSION MÉTAL
GARAGA INC.
GENISYS GROUPE CONSEIL
GESTION J.M. LABONTÉ INC.
GROUPE CANAM
GROUPE PROCYCLE INC.
GROUPE QUÉBÉCOR INC.
HISTOIRE DE BULLES
IC ZONES
ICLIC INC.
IMAGE DE MARK INC.
IMPRIMERIE MODERNE DE BEAUCE INC.
INDUSTRIE BOURGNEUF INC.
INDUSTRIE PN
INDUSTRIES P.H.L. INC.
INDUSTRIES POULIN & FILS INC. (LES)
JACOMAU INC.
JEUX WINGOWIN.COM INC.
JOINTAGE ET MOULURES CORY
KAPTA
KOMUTEL
L.S. BILODELAU
LAFLAMME ROMÉO & FILS INC.
LORI-ALEXA PROMOTIONS
MACHINERIE LICO INC.
MAIBEC INC.
MANAC
MATELAS BOCERÈVES INC.
MATISS INC.
MAXI-MÉTAL
MENUISERIE DES PINS (L.F.) LTÉE
MÉTAL DUQUET INC.
MÉTAL SARTIGAN INC.
MOBILIER PHOENIX (COOP)
MOBILIER RUSTIQUE (BEAUCE) INC.
MULTI-COPIES JDM INC.
NAP GLADU INC.
NATIONAL GRANIT
NORGATE MÉTAL
NOVALUX COMMUNICATION MARKETING IMPRESSION
N'WARE TECHNOLOGIES INC.
ORTHÈSE ET PROTHÈSE DE BEAUCE INC.
OSI MACHINERIE
PAGNA COMPOSITES
PAVAGE ABENAKIS LTÉE
PEINTURE GILTEK
PLANCHERS ANCESTRAL INC.
PORTES BAILLARGEON INC. (LES)
PORTES VEILLEUX 2000 INC.
PRODEVCO INDUSTRIES INC.
PRODUITS DE L'ÉRABLE DU GRAND NORD INC. (LES)
PRODUITS FORESTIERS D.G. LTÉE
PRODUITS MATRA INC.

PROLOGIC + INC.
PROTOTYPE G.F.
RCM MODULAIRE INC.
RENÉ MATÉRIAUX COMPOSITES LTÉE
SBI, FABRICANT POÉLES INTERNATIONAL INC.
SCIERIE CLERMOND HAMEL LTÉE
SCIERIE JOSEPH AUDET
SINTO RACING INC.
SOUDURE DE PLASTIQUE M.R.
SOUDURE EXPERT
SPÉCIALISTE DU BARDEAU DE CÈDRE INC.
SYSTÈME REVÊTEMENT OXID
TACTIC
TAPIS VENTURE INC.
TURBO IMAGES INC.
ULTIMA FENESTRATION
UNICAB INC.
USIMAX INC.
USINAGE C.B. INC.
USINE SARTIGAN INC.
VICTOR INNOVATEX INC.
WILFRID PAQUET ET FILS LTÉE

INSTITUTION ET SERVICE

ACTIPRIMA, assurances
AON PARIZEAU INC.
ARCHITECTES ROY ET JACQUES
A.S.F. BEAUCE-AMIANTE INC.
ASSOCIATION PROPRIÉTAIRES BOISÉS BEAUCE
ASSURANCES POULIOT
AUTHENTIQUE POSE CAFÉ
AVOCATS PARENT, DOYON, RANCOURT (LES)
BEAUCE TECHNOLOGIE
BENOÎT JOCELYN, consultant
BERNIER BEAUDRY AVOCATS
BLANCHETTE VACHON & ASS.
BOILY ALAIN, ARCHITECTE
BOIS CYMTEK INC.
BOIS FRANC CAMBIUM INC.
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS, avocats
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CENTRE SANTÉ & SERVICES SOCIAUX DE LA BEAUCE
CENTRE UNIVERSITAIRE DES APPALACHES
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-GEORGES
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-MARTIN
CLICHE LAFLAMME LOUBIER s.e.n.c.
CLUB DE GOLF ST-GEORGES (1964)
COMMISSION SCOLAIRE BEAUCE-ETCHEMIN
DEBLOIS MARQUIS S.E.N.C.
DELISLE, VEILLEUX, VALLÉE, RODRIGUE
DÉMÉNAGEMENT GROUPE CDP
DÉVELOPPEMENT PME CHAUDIÈRE-APPALACHES
DOLBEC INTERNATIONAL
DUBEAU CAPITAL
ECCE TERRA, arp.-géomètres
ECGL
ESSOR ASSURANCES, PLACEMENTS, CONSEILS INC.
EXPERTISES IMMOBILIÈRES DE BEAUCE (LES)
EXPRESS BEAUCE
FIER ENTREPRENEUR
FINANCEMENT ÉQUIPEMENT GE CAPITAL
FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE
FONDATION CSN
FONDS RÉGIONAL SOLIDARITÉ FTQ
CHAUDIÈRE-APPALACHES
GAZ MÉTRO INC.
GENIVAR
GENTACT INC.
GEORGESVILLE (LE)
GESTION TRI INC.
GIROUX & LESSARD LTÉE
GPI QUÉBEC INC.

GRONDAIR
GROUPE CONSEIL ROCHE
GROUPE CRÉATECH
GROUPE DANCAUSE INC.
GROUPE INVESTORS
GROUPE POMERLEAU
GROUPE QUALISO (LE)
GROUPE RADIO BEAUCE
GROUPE RS & DE INC.
HYDRO QUÉBEC
IDO CONSEILS
I.M.S. SYSTÈME
DE MARQUAGE INDUSTRIEL
LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS, avocats
LESVA SAINT-GEORGES
LVM – TECHNISOL INC. (DESSAU)
MARTIN RODRIGUE PRODUCTION VIDÉO
MÉCANITECH ENR.
MÉCANIUM
OGILVY RENAULT, avocats
OPEX CONSEILS
ORDRE DES CGA
ORDRE DES CMA / SECTION QUÉBEC
P.M.E. PARTENAIRES
(9111-0643 Québec inc.)
PAQUET MICHEL, C.S.
POIRIER, MATHIEU, VEILLEUX, NOTAIRES
PROMUTUEL BEAUCE
QUANTUM SOLUTIONS
R.G. LUMBER CORPORATION
RAYMOND, CHABOT, GRANT, THORNTON, C.A.
RENÉ VACHON, conseiller en STR
ROY, MÉTIVIER, ROBERGE, syndics
ROYNAT
SANI-BRILLE
SCOTIAMCLEOD
SERVICES FINANCIERS BEAUCE-ESTRIE
SERVICES FINANCIERS JDF INC.
SERVICES SANITAIRES D.F. DE BEAUCE
SIMDEN INC.
SOLUTION MÉCANIQUE DV
SOLUTIONS G.A.
TANDEM INTERNATIONAL
TELUS
TGI CONSEILS
TOUSIGNANT, RODRIGUE notaires
TRANSPORT COUTURE ET FILS LTÉE
TRANSPORT GUILBAULT
UNIGLOBE VOYAGES LACHANCE
VEOLIA
VERREAULT LAURENT INC.
XOPHOS

INSTANCE GOUVERNEMENTALE

CLD BEAUCE-SARTIGAN
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA (DEC)
EMPLOI QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
MINISTÈRE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE BEAUCE-SARTIGAN (MRC)

MUNICIPALITÉ / VILLE

MUNICIPALITÉ DE LA GUADELOUPE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CÔME-LINÈRE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉPHREM-DE-BEAUCE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GÉDÉON
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HONORE-SHENLEY
VILLE DE SAINT-GEORGES

Remerciements aux commanditaires et bénévoles

Nous remercions nos bénévoles et commanditaires qui nous appuient lors de nos activités, publications, fournitures d'équipements, matériels, etc. Votre générosité constante va de pair avec le dynamisme de la région.



CONSEIL ÉCONOMIQUE DE BEAUCE
• commissariat industriel •

Partenaires financiers du CEB

